

# CTL Emplois du 9 janvier : suppressions, mensonge et omerta en guise de dialogue social

Toulouse, le 23 décembre 2014

A la veille des congés de fin d'année, la Direction vient de communiquer aux organisations syndicales représentatives son projet de déclinaison des suppressions d'emplois pour la Haute-Garonne au titre du PLF 2015.

La CGT Finances Publiques 31 s'était déjà exprimée sur cette question dès le Comité Technique de Réseau du 20 novembre 2014 (voir sur notre site internet : <http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/cgi-bin/resoopage.pl?1204> ).

Malgré les faibles documents en notre possession, nous avons soulevé le nombre réel de suppressions d'emplois pour notre département : 22 et non 16 annoncées.

**En fait, ce sont même 23 emplois qui sont supprimés en Haute-Garonne.**

	AFIP A	IDIV CN	IDIV Expert	A	B	C	Total
Transferts Chorus (emplois en plus)					1	4	5
Créations d'emplois au PLF 2015	1		1				2
Suppressions réelles d'emplois		-3		-2	-6	-12	-23
CTR : Emplois nets (fiche 2)	1	-3	1	-2	-5	-8	-16

Dans l'attente d'une étude plus complète des documents communiqués par la Direction, la CGT Finances Publiques 31 publie les évolutions d'emplois par service pour l'année 2015:

SERVICES	AFIPA	IDIVCN	IDVICN Ex	A		B		C		Total
				Créations	Supp	Créations	Supp	Créations	Supp	
Direction	1	-3	1	2	-1		-3	2	-5	-6
SFACT						1		4		5
PIAA							-1			-1
CPSR					-1					-1
CSP Chorus							-1			-1
Centre Gestion Retraites									-2	-2
Evaluation Domaniales				1						1
Equipe de Renfort					-2		-1			-3
BDV 5					-1					-1
SIP Balma							-1			-1
SIP Muret									-1	-1
SIP Toulouse Centre								1	-1	0
SIP Toulouse Sud Est									-1	-1
SIE Toulouse Sud Ouest							-1			-1
Trésorerie Amendes									-1	-1
Trésorerie Toulouse CHU									-1	-1
Trésorerie Toulouse Municipale						1				1
Trésorerie Municipale Colomiers							-1			-1
Paierie Départementale Haute-Garonne						1				1
PRS						1				1
Publicité Foncière Saint-Gaudens									-1	-1
Services Techniques Toulouse Duportal									-2	-2
Sous-total	1	-3	1	3	-5	4	-9	7	-15	-16
Total	1	-3	1	-2		-5		-8		-16

**La CGT Finances Publiques 31 intervient systématiquement sur l'emploi dès qu'il est question des conditions de travail des personnels ou de l'exercice des missions.**

Cela a été le cas dès le CTL du 28 novembre au sujet de l'unification à venir des équipes départementales de renfort (EDRA et EMR). **Seule la CGT a voulu que cette question soit réellement à l'ordre du jour d'un CTL avec avis des organisations syndicales** tant sur le périmètre des missions, les droits et garantie des personnels, l'emploi, ... Alors que les Directions locales devaient faire appel à candidature pour les emplois restant vacants, **elle annonce dans le cadre du CTL Emplois, la suppression de deux emplois A et un emploi B pour les équipes de renfort. Nouvelle omerta !**

Nous ne doutons pas que la DRFIP 31 a largement anticipé sur la réponse aux postes vacants à venir.

Sur un tout autre sujet, alors que la CGT continue de porter la problématique des recettes et non des dépenses dans la débat autour de la dette publique, **la DRFIP 31 supprime un emploi de vérificateur dans la cinquième BDV. C'est un nouveau signe donné aux fraudeurs en tout genre !**



**Attention, à partir de cette année, il n'y a plus de distinguo entre les emplois relevant de l'une ou l'autre filière (fiscale ou gestion publique).**

**La CGT restera attentive au respect des droits et garanties des personnels. Dans le cadre du mouvement du 1er septembre 2015, la Centrale a réinstauré des conditions pour les droits et garanties des personnels en cas de suppressions d'emplois.**

**Les documents communiqués aux organisations syndicales sont des plus flous en matière de créations d'emplois. S'agit-il de création ou de transfert d'emplois ? Derrière ce sont les droits et garanties des agents qui sont en jeu.**

#### **Nouveau litige en perspective sur les emplois du SFACT cette fois-ci :**

Depuis cet été, dès que nous avons eu connaissance de l'appel à candidatures pour répondre à l'évolution du périmètre du SFACT, nous avons pris contact avec la DRFIP 31. Elle nous a toujours soutenu (avec l'appui de la Centrale, bureau RH2A) que notre département bénéficierait du transfert de 4 emplois (3 du Ministère de l'Intérieur et 1 de l'Education Nationale). Or nous découvrons dans les documents de ce CTL que **5 emplois sont transférés : 4 C et 1 B.**

**Les CAPN d'accueil en détachement ont statué sur 3 emplois de catégorie C et non 4. On transférerait donc des chaises vides !**

Les organisations syndicales de Haute-Garonne se sont donc prononcées lors des CTL des 14 octobre et 7 novembre sur des bases erronées.

**Nous rajoutons que la DRFIP 31 remet en cause la conclusion des débats du CTL du 7 novembre : pas de vote des organisations (et non pas refus de vote) car nous attendions que le CHS-CT se prononce. La DRFIP 31 a aussi remis en cause la tenue du CHS-CT préalable au déménagement du SFACT, sans sourciller au cours du CTL du 28 novembre.**

**C'est UNE HONTE pure et simple, une attitude indigne de Directeurs d'une Administration de l'Etat, qui plus est des Finances Publiques !**

Encore une fois, nous assistons à des Directions, tant locale que nationale, qui tronquent le dialogue avec les représentants des personnels.

**La CGT Finances Publiques 31 a toujours été claire dans sa position, à savoir ne pas accompagner les contre-réformes ou jouer du double langage avec la Direction !**